

« paramouvment » (p. 78), c'est-à-dire un contre-mouvement réactionnaire et conservateur dont l'objectif politique est de résister aux demandes de transformations sociales, voire de procéder à un retour en arrière. En France, cette rhétorique masculiniste est perceptible à travers les revendications d'associations du type SOS Papa qui militent pour le droit de l'enfant à son père et le droit du père à son enfant, peu importe quel époux ou père cet homme a pu être dans le passé (A. Verjus).

Mais la question des coûts de la masculinité ne saurait être appréhendée seulement chez les hommes qui affirment publiquement en souffrir. Une fois de plus, ce serait surtout du côté des masculinités populaires qu'il conviendrait de jeter un coup d'œil. Selon É. Neveu il s'agirait de revenir au concept de « masculinité hégémonique » pour en comprendre les enjeux pratiques à une époque où l'ensemble des qualités viriles se déprécie sur de nombreux marchés. La virilité serait devenue l'unique ressource dont dispose les hommes issus des classes populaires, et qui plus est, une ressource invendable.

Comme le montrent N. Lefaucheur et S. Mulot aux Antilles, les « coûts » de la masculinité sont imputables au mode de socialisation des garçons. Cette dernière est fondée sur une forte injonction à la virilité (dans ses dimensions conquérante et agressive), attribuée notamment à la domination coloniale¹. L'agressivité dont il est question est à la fois tournée vers les pairs mais aussi vers les femmes réduites au statut d'objet, afin de se conformer à un modèle de masculinité en vigueur aux Antilles.

À un autre niveau, l'injonction à la masculinité est manifeste en France dans le rapport entretenu par les hommes à l'alcool (L. Gaussoit et N. Palierne). Si, dans le passé, boire offrait aux hommes une confiance et une estime sociale, du moins à ceux qui savaient prouver leur résistance, il en va tout autrement depuis la fin du 20^e siècle. La sobriété démontre aujourd'hui chez l'homme la maîtrise de soi et la conscience professionnelle. De plus, l'alcoolisme est désormais considéré comme un mode d'expression typique du mal-être masculin, caractéristique de cette impossibilité qu'ont de nombreux hommes d'exprimer une émotion à jeun.

En plus d'amener les hommes à éprouver des difficultés à gérer leurs émotions avec leurs pairs (et avec les femmes) en vertu d'un idéal masculin auquel très peu parviennent à se conformer, la domination masculine a aussi un coût au travail. Si les arrêts pour accident de travail sont significativement plus importants chez les hommes, ce n'est pas parce que leur travail serait plus pénible mais parce que l'espace professionnel constitue pour les hommes l'une des principales sources de reconnaissance sociale de leur identité de genre. Corollairement, il les expose aussi davantage à la souffrance quand cette reconnaissance fait défaut. Enfin, les hommes se disent fragilisés par un management autoritaire, les accidents de travail étant plus faibles dans les entreprises à gestion participative.

Peut-on alors affirmer que les hommes sont « opprimés et oppresseurs » comme le suggère le titre de la contribution de C. New ? Le recours plus fréquent des hommes à des drogues anesthésiantes ou apaisantes et leur taux de suicide plus élevé traduisent sans doute le fait qu'ils souffrent, mais pas nécessairement qu'ils sont opprimés. Cependant, en considérant que les hommes sont, eux aussi, opprimés n'en revient-on pas à les dédouaner de leur part de responsabilité dans la perpétuation de cette situation ?

Régis Schlagdenhauffen -
EHESS, IRIS

Roux (Sébastien) - *No money, no honey. Économies intimes du tourisme sexuel en Thaïlande.* - Paris, La Découverte, 2011 (Textes à l'appui/Genre & sexualité). 276 p. Glossaire.

Ce n'est pas le moindre paradoxe des débats sur la prostitution qu'en décrivant les échanges qui s'y déroulent tantôt dans les termes d'une vente de corps (pour la dénoncer), tantôt dans ceux d'un service sexuel (pour en limiter la portée), abolitionnistes et réglementaristes convergent pour en fournir une image fausement objectiviste qui dépouille le travail sexuel des relations sociales et affectives dans lesquelles il est encastré. Avec ce livre issu de sa thèse de doctorat sous la direction de Didier Fassin, Sébastien Roux délaisse au contraire les clivages abstraits pour s'intéresser dans leur épaisseur aux

1. À propos de l'économie de la masculinité en contexte post-esclavagiste, cf. Stéphanie Mulot « Redevenir un homme en contexte antillais post-esclavagiste et matrifocal », *Autrepart*, 49, 2009, p. 117-135.

relations occasionnelles ou durables entre femmes thaïlandaises et hommes occidentaux (« *farangs* ») à Bangkok. L'auteur y contextualise son principal objet de trois manières au moins. D'abord en le replaçant dans le large éventail de situations présentées par un monde de la prostitution singulièrement stratifié. Ensuite, en retraçant la genèse des mobilisations et des discours sur le « tourisme sexuel » qui informent les interventions des prostitué.e.s et des travailleurs associatifs au moment de son enquête. Enfin et surtout, S. Roux questionne les dichotomies bien ancrées, telles celles opposant amour et intérêt, authenticité et argent, désir sexuel et non sexuel, prostitution et relation affective : tantôt la réalité donne à voir un entre-deux, tantôt elle dessine un espace axiologique dans lequel ces oppositions perdent partiellement leur pertinence. L'auteur a passé 22 mois au total à Bangkok, entre février 2005 et septembre 2007. Après quelques tentatives infructueuses pour aborder les travailleuses sexuelles directement sur leurs lieux d'exercice, il devient professeur d'anglais pour Enpower, une ONG d'aide aux prostituées et de défense de leurs droits, ce qui lui fournit une double fenêtre : d'une part sur l'univers des prostitué.e.s, d'autre part sur le monde associatif et politique qui a, depuis près de quarante ans, participé à la construction du « tourisme sexuel » comme problème public.

L'ouvrage est organisé en deux grandes parties. La première, intitulée « Ethnographie intime », explore le monde du travail sexuel proprement dit et les relations entre prostitué.e.s et clients. Dans le chapitre 1, S. Roux note la « banalité ennuyeuse » du quartier de Patpong qu'il étudie en particulier. Mais c'est surtout la stratification du monde de la prostitution qui le frappe. Alors que la majorité des transactions prostitutionnelles à Bangkok est réalisée par des Thaïs pour d'autres Thaïs (en des lieux distincts selon les classes sociales), seuls quelques espaces minoritaires sont destinés aux « *farangs* » occidentaux : Patpong est l'un d'entre eux. Le quartier présente une multitude d'offres commerciales allant des restaurants aux épiceries, aux banques et aux pharmacies, si bien qu'il « apparaît davantage comme un espace dédié au commerce, dont la prostitution ne serait qu'une modalité ». Les « bars à gogo » constituent la première catégorie d'établissements sexuels : s'ils proposent parfois des spectacles sexuels, la plupart du temps, les femmes y dansent simplement en bikini sur des estrades, tandis qu'une *mama-san* plus âgée

conseille les clients, certains de ces derniers repartant accompagnés. Les danseuses ont un salaire fixe auquel s'ajoutent les revenus directs de la prostitution. Les « bars à bière » proposent quant à eux « une forme de prostitution moins explicite mais tout autant codifiée », dans laquelle les femmes assises au bar sont indépendantes et n'ont pas de salaire fixe, même si elles reçoivent un pourcentage sur les boissons qu'elles parviennent à se faire offrir.

S. Roux analyse les liens affectifs qui lient les femmes thaïlandaises de Patpong et leurs « *boy-friends* » occidentaux, dont une opposition trop simple entre commerce et sincérité peinerait à rendre compte (chapitre 2). À l'aide du concept de « *continuum* des échanges économique-sexuels » emprunté à Paola Tabet, il montre le rôle de pourvoyeur joué par ces partenaires souvent repartis dans leurs pays et ne revenant que quelques fois par an à Bangkok (ce qui permet aux femmes d'en cumuler plusieurs). Ce rôle est soutenu par la perspective abstraite du mariage et s'inscrit pour elles dans une chaîne du « *care* » : c'est parce que les *farangs* prennent soin d'elles qu'elles peuvent prendre soin de leurs familles restées dans les régions rurales. Mais le spectre de la prostitution comme schème interprétatif potentiel continue de planer sur ces relations. Puisque « désigner les Occidentaux, c'est aussi nommer ceux qui ont des relations avec eux », les femmes évitent d'appeler « clients » ceux par qui elles gagnent leurs revenus et préfèrent utiliser la métonymie plus générique de « *farangs* » (blancs racialisés à partir de leur situation touristique et désirés comme tels) ou, lorsque la relation devient durable, de « *fen* » (petit-ami). Aussi, le « mythe » du mariage sert à mettre à distance le stigmate en lui opposant la perspective d'une normalisation future – même si les mariages restent rares dans les faits.

Parce qu'elle invite naturellement à mettre en son cœur les rapports de genre, l'étude de la prostitution féminine hétérosexuelle court le risque de masquer les rapports de pouvoir et autres dynamiques d'échange qui ne se réduisent pas au genre. Le chapitre 3 propose d'accéder à ces autres dimensions au moyen d'un détour par la prostitution masculine, essentiellement homosexuelle et transgenre, que S. Roux a pu étudier plus brièvement au sein d'une deuxième association. Si les espaces gays sont périphériques au sein de Patpong, la signification que prend le quartier pour les hommes qui s'y prostituent se distingue de celle que lui confèrent les femmes. Certains

prostitués pour hommes se disent hétérosexuels ou mettent en avant leur mariage avec une femme. Mais pour beaucoup d'autres, la prostitution homosexuelle a facilité l'expression d'une identité gay. À Patpong, en effet, « le développement d'un quartier gay s'est superposé à l'existence d'un quartier de prostitution pour Occidentaux », devenant inséparablement un espace d'échanges sexuels monnayés et un espace d'affirmation minoritaire. Les entretiens de l'auteur avec les hommes prostitués y font apparaître le thème de l'amusement, non seulement parce que la prostitution banalisée s'y entremêle avec la fête, mais aussi parce que cette dernière est professionnellement requise (« pour séduire [...] il faut se divertir »), permettant également d'affirmer une dignité dans la mise à distance du travail salarié. Cette dimension festive – aussi perceptible sous forme atténuée dans la prostitution hétérosexuelle – fait que les établissements généralistes de Patpong reçoivent au moment de l'enquête de plus en plus les classes moyennes thaïlandaises venues y goûter « les bénéfiques pluriels de la fréquentation des étrangers » et associant le côtoisement de ces derniers à la réussite sociale. Ainsi, alors que les autorités voulaient faire de Patpong un cordon sanitaire séparant le tourisme sexuel du reste de la ville, le quartier est devenu au contraire un pôle d'attraction.

Le chapitre 4 restitue quelques éléments des discours des clients – si difficiles à collecter – qui témoignent de leur intimité avec les prostituées mais aussi du rôle plus général d'intermédiaire culturel qu'elles jouent pour eux (comme guide ou pour la négociation des plats au restaurant notamment). Alors que la différence d'âge et la « matérialité des corps » vient rendre visible la nature de leur relation avec ces femmes, ils en dénieient eux aussi la nature commerciale et valorisent leur capacité de discernement (« Je n'aime pas sortir avec des femmes qui attendent de l'argent de moi »), tout en appréciant leur exotisme (« Elles te demanderont pas d'être fidèle. Ça doit être quelque chose de culturel »). Les échanges d'argent sont quant à eux formulés en termes charitables (« elles ont eu une vie difficile, c'est normal de les aider »). Lorsque la prostitution est nommée comme telle, c'est à travers une prise de distance par rapport aux images européennes et américaines, fondée sur l'idée que les relations fonctionnent différemment en Thaïlande ou le constat selon lequel les espaces des libertés qu'offrent certaines villes du pays sont prisés par les Thaïlandais eux-mêmes.

La deuxième partie de l'ouvrage, « Genèse d'un interdit », retrace plus classiquement l'histoire de la construction internationale du tourisme sexuel comme problème public. L'association Enpower qu'a étudiée S. Roux naît en 1985 dans un double contexte. D'une part, la répression de la gauche à partir du coup d'État militaire de 1976 a conduit nombre de militants progressistes à s'investir dans des structures associatives, à l'instar de Chantawipa Apisuk, la fondatrice d'Enpower. D'autre part, la cause des prostituées s'internationalise à travers la formation de réseaux tels l'Asian Women Association (créée en 1973) tandis que les critiques contre les « sex-tours » organisés par les opérateurs japonais et européens se font entendre lors de la réunion de l'Organisation mondiale du tourisme à Manille en 1980. La mise en réseau international et la circulation des élites associatives qu'elle implique accentue « leur politisation selon la structuration occidentale des débats sur la prostitution ». Enpower développe ainsi un discours d'opposition aux abolitionnistes selon une logique de classe, renvoyant leur position à la condescendance de femmes des classes moyennes étrangères au monde des prostituées. L'association n'est pourtant pas immune aux critiques sur ce plan : d'une part, la logique de professionnalisation fait que même à Enpower les postes de direction ne sont pas occupés par des prostituées ; d'autre part, les femmes se rendant à Enpower sont souvent peu prompts à s'identifier à la figure revendicative de la « travailleuse sexuelle ».

L'arrivée du sida dans les années 1980 rend tout touriste occidental suspect (chapitre 6). D'abord pensé comme une maladie de blanc, le VIH pose la question de la position « frontalière » de certaines prostituées. Il est régulièrement envisagé de demander des tests sanguins aux voyageurs pour la délivrance de visas. Les politiques publiques s'efforcent alors de promouvoir la venue de « touristes normaux » pour remplacer les « touristes sexuels » et le danger qu'ils représentent. Puis, les années 1990 dominées par une nouvelle élite libérale favorisent la mise en discours du sexe dans la société thaïlandaise au nom de la lutte contre l'épidémie dans le cadre d'une « bonne gouvernance » de la sexualité, en appelant tantôt à l'usage du préservatif, tantôt à l'abandon de la fréquentation des prostituées par les hommes thaïlandais, tantôt encore au dépistage systématique des travailleuses sexuelles. Tandis que les politiques de prévention ne

concernent que les prostitué.e.s majeur.e.s, la décennie connaît un déplacement de l'activité de dénonciation vers la prostitution des enfants (chapitre 7), au point que l'expression « tourisme sexuel » devient peu à peu dans les médias synonyme de tourisme pédophile. Ce déplacement, marqué notamment par le 1^{er} congrès mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants à Stockholm en 1996, permet d'inscrire le « Tourisme sexuel impliquant des enfants » (TSIE) dans le droit international. Un temps marginalisées par la focalisation sur les mineurs puis le déclassement du tourisme sexuel dans la hiérarchie des priorités associatives et internationales, les femmes font à nouveau l'objet de discours et d'interventions publics à partir du début des années 2000 avec l'émergence de la lutte contre la traite des êtres humains (chapitre 8).

Si la deuxième partie de *No money, no honey* aurait pu bénéficier d'une meilleure articulation avec la première, elle illustre plusieurs faits importants quant à la construction des problèmes publics. D'une part, elle montre le rôle désormais incontournable du Sud dans l'émergence d'un discours multisitué sur des sujets globaux. D'autre part, elle illustre la « dynamique des engagements » qui voit parfois les mêmes acteurs et organisations s'adapter aux opportunités politiques et changements d'agenda régionaux (du tourisme sexuel à la pédophilie, puis au trafic des humains) pour pérenniser leur utilité institutionnelle dans le gouvernement moderne de la sexualité. Enfin, elle met en évidence la contribution des campagnes pour définir l'« intolérable » à la construction du normal et du tolérable en matière de sexe commercial : en effet, note S. Roux, « la réduction du tourisme sexuel à ses formes les plus violentes a permis à l'essentiel de la prostitution d'y échapper ».

Sébastien Chauvin -
Université d'Amsterdam

Berger (Anne), Varikas (Eleni), dir.
- *Genre et postcolonialismes.*
Dialogues transcontinentaux. - Paris,
Éditions des archives contemporaines, 2011. 250 p.

En mai 2008 s'est tenu à l'Université Paris VIII et au Collège international de philosophie un colloque intitulé « Situations postcoloniales et régimes de sexe » à l'initiative du Centre d'études féminines et d'études de genre de

Paris VIII. Le livre *Genre et postcolonialismes. Dialogues transcontinentaux* rassemble les interventions de ce colloque. S'y ajoutent quelques textes qui s'inscrivent dans le projet décrit dans la préface par les directrices de l'ouvrage, Anne Berger et Eleni Varikas : établir les études postcoloniales en France et de leur poser la question du genre.

Les coordinatrices décrivent la situation des études postcoloniales et des études sur le genre en France comme un « décalage spatio-temporel » entre l'état de ces recherches aux États-Unis et au Royaume Uni et la France. En effet, il n'est pas surprenant de voir que les contributions du recueil viennent en grande majorité des États-Unis et du Royaume-Uni. L'importance des recherches présentées venant de l'Université Paris VIII révèle le rôle décisif joué par cette institution et la présence de travaux doctoraux laisse espérer un développement futur de ce champ de recherche.

Le manque de travaux sur le postcolonial et le genre en France – qu'ils soient traduits ou réalisés en France – témoigne plutôt de la situation politique et hégémonique dans le monde académique français, à savoir une marginalisation active des travaux sur le postcolonialisme et sur le genre, que de la place de la France dans une prétendue course à la (post)modernité. Cette mise en compétition, critiquée par les coordinatrices mais aussi par plusieurs contributions du recueil, s'applique aussi aux champs et disciplines de la recherche. Même si Kimberlé Crenshaw a fourni des outils précieux pour penser ces « dimensions consubstantielles » (E. Varikas, p. 11), la pratique scientifique a toujours des difficultés à les traduire en méthodologies. Les contributions du recueil comme les débats lors du colloque discutaient également ces territorialités du savoir : quel est le rapport entre les études postcoloniales, les études genre et l'intersectionnalité ?

Le recueil regroupe une multiplicité de perspectives sur le genre et le postcolonial qui déchifrent autant les leurs dimensions symboliques qu'elles mettent en relief les situations des femmes dans différents contextes. La collaboration avec le Centre d'études féminines et d'études de genre de l'Université Paris VIII a permis une présence assez importante de travaux en littérature. Ce recueil rompt de manière sympathique avec les analogies du type « nous sommes des femmes esclaves » chanté par des féministes héritières de mouvements qui, historiquement, ont été